

6 avril 2006, Ottawa

Allocution à l'occasion d'un débat sur le secteur agricole

Merci, Monsieur le Président, de me permettre de participer au débat d'aujourd'hui pour aborder une question d'une importance capitale tant pour ceux qui travaillent dans ce secteur important de notre économie que pour la population canadienne. Car une des affiches brandies en signe de protestation sur la colline hier portait la mention : « Les agriculteurs nourrissent les villes ». Alors le futur du secteur agricole canadien est clairement une question qui nous concerne tous.

Écouter les agriculteurs canadiens

Hier, Monsieur le Président, des milliers d'agriculteurs frustrés se sont rassemblés sur la colline du Parlement pour informer les députés de cette Chambre que le statu quo qu'ils ont été obligés de subir pendant trop longtemps est complètement inadmissible. Eh bien, je veux leur dire, aujourd'hui, que le nouveau gouvernement du Canada est d'accord avec eux. Et que dans les semaines et les mois qui viennent, nous allons prendre des mesures pour appuyer le secteur agricole canadien. Car le secteur agricole importe beaucoup à notre gouvernement. Et nous comprenons très bien les problèmes auxquels les agriculteurs sont confrontés – en partie parce que plusieurs des membres de notre caucus viennent des régions rurales.

Dans mon cas, j'ai un lien familial très fort avec le secteur agricole étant donné que ma mère et mon épouse ont grandi dans une ferme. Et en fait, nous avons toujours des parents qui travaillent dans le secteur. L'orientation que mon gouvernement a en matière de politique agricole sera façonnée par les députés et les gens des régions rurales de partout au pays pour qui ont œuvré dans le secteur toute leur vie. Nous sommes plus forts grâce à ces membres et, honnêtement, nous comprenons mieux que l'ancien gouvernement les temps durs auxquels les exploitants de fermes familiales doivent faire face. Au cours de la dernière législature, presque chaque fois qu'une question d'agriculture était soulevée à la Chambre, c'était grâce à nos efforts à titre d'opposition officielle. Nous avons défendu les agriculteurs canadiens parce que nous sommes résolus à conserver ce que le Canada a de mieux et nos traditions. Et rien, Monsieur le Président, n'est plus important que la ferme familiale. La ferme a été un élément essentiel de notre nation. Et on ne peut pas vraiment parler de la souveraineté d'une nation si on n'a pas de rôle marqué dans la production de nos denrées alimentaires.

Défendre le secteur agricole canadien

C'est pourquoi mon gouvernement se fera le défenseur d'un secteur agricole qui offre une sécurité de revenu aux familles qui en dépendent et une sécurité alimentaires à toutes les familles canadiennes. Pour ce faire, une des premières mesures que prendra mon gouvernement sera de verser, aux producteurs d'oléagineux et de céréales en difficulté, les 755 millions de dollars que le gouvernement précédent leur avait promis sans les leur donner. Contrairement au gouvernement précédent – qui a fait preuve de négligence et d'inaction – le nouveau gouvernement du Canada a élaboré un plan réel pour appuyer les agriculteurs canadiens. Par exemple, nous voulons réformer le programme actuel insuffisant de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) et mettrons en place un programme distinct d'aide en cas de catastrophe.

C'est bien simple, le PCSRA actuel ne fonctionne pas – un fait que les agriculteurs canadiens savent trop bien. Et c'est pourquoi le gouvernement veut remplacer le PCSRA par un nouveau programme beaucoup plus simple et sensible aux besoins des agriculteurs. Le nouveau programme devrait tenir compte, de façon adéquate, des coûts de production, des revenus du marché et de l'évaluation de l'inventaire. Nous allons également offrir de l'aide pour faire face aux imprévus en créant un fonds d'aide en cas de catastrophe qui va au-delà du PCSRA. Au cours de la dernière campagne électorale, nous avons promis de verser 500 millions de dollars annuels supplémentaires aux programmes d'aide à l'agriculture. Une promesse que nous allons honorer. Et soyons clairs : il s'agira de nouveaux fonds qui viendront s'ajouter à ceux des programmes agricoles en place, pas de fonds réaffectés. Notre gouvernement va défendre les agriculteurs qui travaillent dans les secteurs soumis à la gestion de l'offre. Et nous ferons en sorte que les industries agricoles qui choisissent de fonctionner dans un système national de gestion de l'offre demeurent viables.

Notre gouvernement soutiendra toujours les trois piliers de la gestion de l'offre et l'objectif qu'elle vise, à savoir l'offre de produits de grande qualité aux consommateurs, à bon prix et avec un rendement raisonnable pour le producteur. Le Canada a besoin d'un système de gestion de l'offre fondé sur trois piliers, c'est-à-dire une planification efficace de la production, un revenu aux producteurs fondé sur le marché et des importations prévisibles pour opérer les systèmes de gestion de l'offre canadienne. Nous allons également aborder de nouveau une question qui a longtemps été épineuse pour les producteurs céréaliers de l'Ouest – ne pas avoir la liberté de prendre leurs propres décisions au chapitre du marketing et des transports.

Mon gouvernement va permettre aux producteurs de décider eux-mêmes d'adhérer à la Commission canadienne du blé ou de prendre d'autres arrangements. Aucun débat sur l'agriculture dans ce pays serait complet, Monsieur le Président, sans mentionner la diversification. À long terme en effet, les agriculteurs canadiens devront chercher de nouveaux débouchés commerciaux. Et mon gouvernement est déterminé à faciliter cette nécessaire diversification de l'industrie. Comme le savent déjà ceux dont la terre est le gagne-pain, la demande de produits agricoles dans le secteur des combustibles renouvelables, comme l'éthanol et le biodiésel, croît rapidement.

Mon gouvernement a l'intention de conjuguer les objectifs environnementaux et les objectifs agricoles en exigeant l'utilisation d'en moyenne 5 pour cent de carburant renouvelable au Canada d'ici 2010. Cette démarche contribuera non seulement à réduire les émissions et les gaz à effet de serre, mais aussi à offrir aux consommateurs une protection contre le prix croissant de l'essence. En encourageant la consommation de ces carburants, nous créerons de nouveaux incitatifs pour des investissements fort nécessaires dans les régions rurales canadiennes.

Et enfin, Monsieur le Président, mon gouvernement compte sérieusement promouvoir les questions commerciales canadiennes sur la scène internationale. Nous croyons que l'ensemble de notre secteur agricole doit être protégé non seulement par un libre-échange international fort, mais également par un commerce équitable. Afin de nous assurer un libre-échange et un commerce équitable, mon gouvernement appuiera les systèmes commerciaux fondés sur des règles comme celui de l'OMC qui, selon nous, sont essentiels pour servir les intérêts d'un pays exportateur comme le nôtre.

L'avenir de l'agriculture et des produits agroalimentaires canadiens dépend d'un meilleur accès aux marchés. À cette fin, nous réduirons progressivement toutes les barrières qui perturbent le marché ainsi que toutes les subventions à l'exportation.

Conclusion

Pour le dire simplement, le nouveau gouvernement du Canada remuera ciel et terre pour régler les dossiers qui importent à nos agriculteurs et à nos collectivités rurales. Au cours de la dernière campagne électorale, nous nous sommes clairement engagés à défendre les droits des collectivités canadiennes. Et défendre les droits des collectivités canadiennes signifie défendre les droits de toutes les collectivités – qu'elles soient urbaines ou rurales. Il y a trop longtemps déjà que les personnes au pouvoir ne tiennent pas compte des intérêts des collectivités rurales.

Et je me trouve ici aujourd'hui, Monsieur le Président, pour dire aux Canadiennes et aux Canadiens que cette ère de négligence a pris fin le 23 janvier. On ne fera plus la sourde oreille aux préoccupations du Canada rural. Les Canadiens des régions rurales qui vivent entre les trois océans auront un allié à Ottawa. Je ne dis pas que nous allons remédier du jour au lendemain à une décennie de négligences, mais dans les semaines, les mois et les années à venir, mon gouvernement va le leur prouver, non par les simples mots qu'ils ont désormais l'habitude d'entendre, mais par des actes.

Mon gouvernement, avec notre ministre de l'Agriculture Strahl qui mène la charge, va donner aux agriculteurs canadiens le respect qui leur a été si longtemps refusé. Pour la première fois en 13 ans, Ottawa va écouter les agriculteurs canadiens et leur offrir ce qu'ils méritent.

Merci.